

IAI9020

Les îles italiennes
par Roberto Aliboni^{*}

1. Importance des deux grandes îles italiennes

Les deux grandes îles italiennes -la Sardaigne et la Sicile (avec les îles mineures: Pantelleria, îles Pélasgiennes -Lampedusa, Lampione, Linosa-et Egades) ont une importance, soit dans le domaine de la sécurité que dans celui de l'économie, que l'Italie et ses alliés occidentaux ne sauraient pas négliger.

En ce qui concerne la sécurité, il faut souligner la centralité de toutes les deux îles par rapport à leur théâtre (Méditerranée occidentale pour la Sardaigne et Méditerranée centrale pour la Sicile). Cette centralité les indique bien comme emplacement de bases militaires. Ces bases, comme on le sait, sont en effet nombreuses soit en Sicile qu'en Sardaigne. Ses îlots et ses nombreux espaces vides font cette dernière particulièrement indiquée, d'où l'emplacement de la base américaine de sous-marins nucléaires de La Maddalena et celui du polygone aérien de Perdasdefogu, employé aussi bien par les italiens que par les forces alliées

La Sicile contrôle le Canal de Sicile, un choke point crucial pour la navigation méditerranéenne et pour le passage entre les Océans à Est et à Ouest du bassin méditerranéen. Ce contrôle est accentué par l'emplacement des îles Pélasgiennes et de l'île de Pantelleria. Leur latitude très méridionale (Lampedusa se situe plus ou moins à la hauteur de Sousse) permet à l'Italie une présence très pénétrante dans le Canal.

L'emplacement de la Sicile sur la Méditerranée centrale rend l'île partie prenante de la complexe et délicate situation politique de ce segment du bassin méditerranéen occidentale, face au rôle menaçant de la Libye, soit dans le cadre Est-Ouest que dans le cadre Nord-Sud, et face à l'éternel problème d'empêcher que Malte ne tombe en mains hostiles. Aujourd'hui le débat porte surtout sur la menace venant de Sud. L'évaluation de certains experts militaires est que: «Tout en ne pouvant guère écarter des scénarios de crise qui pourraient comporter l'emploi des forces armées, on doit les configurer avec réalisme. En ce qui me concerne, je tends à exclure les hypothèses maintes fois évoquées de coups de main libyens sur les îles mineures italiennes, à cause soit de l'absence des motivations politiques, soit de l'insuffisance des capacités militaires»¹. Le Scud lancé par la Libye sur Lampedusa en 1986 n'a pas changé le fond de cette évaluation. Cependant, l'État major a du reconnaître le caractère particulièrement

instable et déstabilisateur de la zone et à partir du dit incident à entamé le renforcement des dispositifs de reconnaissance et information en Sicile et dans ses îles mineures.

Du point de vue économique, tandis que la Sardaigne dans son ensemble reste une zone sous-développée, c'est l'importance de la Sicile et du Canal qu'on doit mettre en lumière pour trois raisons (voir les cartes): les puits pétroliers off-shore déjà exploités; l'emplacement des zones ouvertes à l'exploration; le gazoduc algéro-italien.

2. Tendances centrifuges?

Étant donnée l'importance gardée par les deux grandes îles du point de vue de l'économie et de la sécurité de l'Italie, on peut se demander quelle est l'importance effective des leurs tendances autonomistes et séparatistes par rapport à l'État national central et par rapport à la sécurité collective des alliances européennes et atlantiques.

Premièrement, il faut voir comment ces tendances se manifestent et se demander quelle est leur efficacité.

On peut commencer par évoquer l'existence de mouvements politiques organisés ayant des buts autonomistes ou séparatistes. Dans ce sens, la seule expression véritablement séparatiste d'une certaine importance est venue de la Sicile avec le «Movimento per l'indipendenza della Sicilia» (Mouvement pour l'indépendance de la Sicile), doué de son bras armé, l'«Esercito volontario per l'indipendenza siciliana» (Armée volontaire pour l'indépendance sicilienne)². Ce Mouvement fait partie de la difficile histoire de l'après-guerre italien. Aux élections³ de l'Assemblée constituante en 1946 le Mouvement avait obtenu un pourcentage au niveau national de 0,75. Aux premières élections législatives républicaines de 1948 il se présenta dans le cadre de l'«Unione movimenti federalisti», qui n'obtint que le 0,20%. Le fait de participer aux élections nationales, d'ailleurs, prouvait son insuccès par rapport à sa stratégie originelle. Abandonné par les milieux américains qui l'avaient exploité au moment du débarquement des alliés en Sicile, compromis -malgré ses racines antifascistes et démocratiques- avec la «mafia» et le banditisme qui ragea dans l'île jusqu'à la mort du bandit Salvatore Giuliano en 1950, le Mouvement disparut à la fin des années quarante. Aujourd'hui il n'y a pas en Sicile d'organisations politiques comparables à ce Mouvement. Il existe bien un courant fortement autonomiste dans les structures siciliennes des différents partis nationaux, mais le séparatisme est disparu.

En Sardaigne, le «Partito Sardo d'Azione» (Parti Sarde d'Action), avec d'importantes racines dans le «Risorgimento» et dans l'antifascisme, est plutôt un parti autonomiste que séparatiste. Il est régulièrement présent dans la vie institutionnelle nationale, notamment aux élections régionales, où a obtenu le 12,4% en 1989 et le 13,8% en 1984. Dès la fin des années soixante, il ne participe plus aux élections nationales, où il avait marqué un déclin constant du 0,34% aux élections de l'Assemblée constituante en 1946 au 0,09% des élections législatives de 1968. Un courant séparatiste existe en Sardaigne aussi. Il y a un «Partidu

Indipendentista» (Parti Indépendantiste) qui a gagné le 0,5% aux dernières élections régionales de 1989. Comme en Sicile, toutefois, il s'agit de facteurs tout à fait négligeables, dans une certaine mesure physiologiques.

Si la présence politique organisée est donc soit négligeable, soit dépourvue de tout caractère séparatiste, on évoque parfois une certaine importance des liens économiques, notamment, entre la Sicile et la Libye. Après la crise du Scud libyen sur Lampedusa, il y eut un'enquête sur la pénétration économique libyenne en Sicile et en Sardaigne⁴, qui cependant ne conduisit à aucun résultat appréciable. Bien sûr, il y a des investissements, notamment dans le secteur foncier et immobilier, mais rien qui puisse se rapporter à une pénétration économique. Par contre, il y a -notamment en Sicile- des attentes d'aide et de coopération de la part de Tripoli et le désir que cette coopération prenne la forme d'investissements conjoints. Si l'on somme au peu ou tant d'investissements arabes en Sicile la présence de travailleurs arabes, notamment de Tunisie, qui forment une communauté importante dans la ville de Mazara del Vallo à cause de leur contribution à l'industrie locale de la pêche, et les autres liens qui viennent de la proximité géographique, on constate la présence des éléments d'une économie frontalière qui justifient les aspirations du Gouvernement régional et qui devraient être seulement appuyés par le Gouvernement central, malgré les exagérations de la presse et de ceux qu'y voient de la part de Palerme des tentatifs de mener une politique étrangère à son compte.

3. Autonomisme et centralisme en Italie

Les faits excluent donc une véritable tendance séparatiste dans les deux grandes îles italiennes. Par contre il est bien vrai que les tendances autonomistes sont vivantes. C'est bien leur frustration qui peut les extrémiser et les transposer dans une dimension plus proche des tendances indépendantistes ou séparatistes. Il faut considérer cette question dans une perspective historique.

Le rôle dominant de l'État piémontais -fortement influencé par la France- dans l'édification de l'État unitaire italien a fait en sorte que les courants fédéralistes (très importantes dans la pensée du «Risorgimento» comme reflet du pluralisme politique et culturel séculaire de la péninsule), sont restés perdants et minoritaires en Italie. Le problème est néanmoins resté. La République italienne née de la «Resistenza» au fascisme -qui avait ajouté son totalitarisme à la tradition jacobine du vieil État unitaire- a finalement reconnu ce pluralisme politique en créant les «Regioni» avec un statut de remarquable autonomie, en particulier les «Regioni» à statut spécial (parmi lesquelles on compte la Sicile et la Sardaigne), jouissant d'une autonomie encore plus marquante.

Ce projet constitutionnel n'a jamais été véritablement accompli. Ce sont les partis politiques nés de la lutte antifasciste qui ont intégré l'Italie plus que tout effort précédent, tandis que à cet effet l'ordre régional qui devait caractériser la République a été de loin moins important. Cependant, les défaillances croissantes du régime partitocratique italien ont fait revivre l'autonomisme italien, comme le témoigne le succès obtenu aux dernières élections par les «Leghe» (mouvements où se mêlent des instances autonomistes contre un État italien de plus en plus

inefficace, des instances xénophobes et anti-«Mezzogiorno» et des instances «poujadistes»). En effet, le système italien a évolué à mi-chemin entre un centralisme inefficace et une dévolution inaccomplie, en produisant le pire des mondes à partir des meilleures des intentions. C'est pourquoi le revival de l'autonomisme aujourd'hui ne concerne pas la Sicile et la Sardaigne seulement et se présente plutôt comme la revendication d'un État national mieux organisé que comme l'expression de tendances indépendantistes ou séparatistes.

4. La dimension culturelle et le «non alignement» des îles

Malgré qu'encre encore une fois on doit répondre négativement à la question de l'existence de tendances centrifuges sérieuses dans les deux îles majeure d'Italie, c'est à partir de la dimension culturelle que l'autonomisme, qui néanmoins y existe, donne lieu à une «idéologie», ou mieux à un état d'esprit, qui renferme des facteurs «transnationaux», capables de fermenter.

Il est très vivant en Sicile le sentiment d'un lien important entre l'île et le monde arabe. Au-de-là de la simple rhétorique, le sentiment d'un héritage commun fait profondément partie de l'identité culturelle sicilienne. Ces mêmes sentiments concernent l'ensemble de la culture méditerranéenne et dans ce sens sont également partagés en Sardaigne. Il y a des associations culturelles dans les deux îles cherchant à développer la dimension méditerranéenne en tant qu'élément d'une identité culturelle «non-nationale» ou «transnationale» («Isprom» en Sardaigne; «Associazione siculo-araba» en Sicile).

Cette tendance est engendrée par le sentiment d'être des «nations oubliées» comme tant d'autres en Méditerranée (basques, cabyles, catalans, etc.). Comme ailleurs dans la Méditerranée, la frustration des «nations» incluses dans un ensemble unitaire et centralisateur -qui les réduit à des «sous-cultures»- les amène à exprimer une tendance tantôt autonomiste tantôt séparatiste à l'intérieur. Cette tendance s'exprime par contre à l'extérieur comme la recherche d'une solidarité avec les autres «nations oubliées» mais aussi avec les pays moins développés du Sud de la Méditerranée -d'ailleurs exploités par leurs Gouvernements mêmes- dans le contexte d'une sorte de «non alignement». C'est cette dernière tendance qui importe du point vue politico-stratégique et qui constitue le seul véritable facteur centrifuge aujourd'hui à l'oeuvre. Cette tendance n'arrivera pas à des sécessions mais pourra contribuer à créer des solidarités transnationales auxquelles les États nationaux méditerranéens auront demain à faire face, ou bien sous la forme d'une opposition Nord-Sud accrue, ou bien sous la forme de violences à bas niveau d'intensité.

5. Dispositifs régulateurs

L'origine historique et politique de l'autonomisme des deux grandes îles italiennes requiert une véritable et efficace dévolution ou bien l'existence d'un efficace centralisme. Aujourd'hui il ne leur reste qu'un centralisme très inefficace. En dépit des précédents en Sicile, les tendances autonomistes italiennes, en général, ne sont pas séparatistes (comme chez les basques, etc.) et peuvent être menées à bien si les conditions sociales, économiques et politiques sont assurées.

Par conséquent, le premier dispositif régulateur réside dans une réforme constitutionnelle et politique d'envergure, un argument qui se trouve tout à fait à l'ordre du jour en Italie.

D'autre part, l'initiative, maintes fois avancée par le Gouvernement italien, d'une extension de la sphère de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération Européenne à la Méditerranée pourrait fournir l'occasion d'une réglementation plus précise et générale de la question des autonomies des peuples au sein d'une «corbeille» des droits de l'homme méditerranéen. Ces autonomies, aussi bien au Nord qu'au Sud, ont été durement frappées. Il ne serait pas mal de le reconnaître.

Mai 1990

Notes

(*) Directeur des recherches, Istituto Affari Internazionali, Rome.

(1) M. Cremasco, Lo strumento militare italiano, Milano, Franco Angeli, 1986, p. 61.

(2) U. Giovine, Il banditismo italiano nel dopoguerra, Milano, Bompiani, 1974; S.F. Romano, Storia della mafia, Milano, Mondadori, 1966; M. Pantaleone, Mafia e politica, Torino, Einaudi, 1962; F. Gaja, L'Esercito della lupara, Milano, Area, 1962.

(3) Pour les données électorales moins récentes on peut voir C. Ghini, Il voto degli italiani, Roma, Editori Riuniti, 1975.

(4) S. Bonsanti, «La Sardegna di Gheddafi», La Repubblica, 17 Mai 1986; «I giudici indagano sugli investimenti. Presto altri libici verranno espulsi», ibidem, 18-19 Mai, 1986.